

LOT FLOTTE AUTOMOBILE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES - CONDITIONS PARTICULIÈRES

Partie 1 : Prestations d'assurance

En complément et par dérogation éventuelle aux dispositions moins favorables des Conditions générales, conventions spéciales et en général de toutes les pièces émises par l'assureur, il est expressément convenu ce qui suit :

SOUSCRIPTEUR

LE CROUS DE VERSAILLES

représentée par son Directeur Général

ADRESSE

145 bis boulevard de la Reine - 78000 VERSAILLES

DATE ET HEURE D'EFFET

1^{er} janvier 2026 - 0h00

ÉCHEANCE ANNUELLE

01.01

FRACTIONNEMENT DE PAIEMENT

Annuel

DURÉE

6 ans avec possibilité de résiliation annuelle pour chacune des parties

PRÉAVIS

6 mois

INDICE DE RÉFÉRENCE UTILISÉ

L'indice de référence utilisé est déterminé par le titulaire et paraît au paragraphe 3 de l'acte d'engagement

Le présent document, produit par **riskomnium sas**[®], est protégé par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et notamment celles des articles L. 111-1 et suivants.

Il est par conséquent interdit, sauf à commettre des actes de contrefaçon, de l'exploiter, de le divulguer à des tiers, de l'utiliser pour tout autre marché que celui constituant l'objet du contrat dont il découle, sans avoir obtenu préalablement l'accord de son propriétaire.

1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SOMMAIRE

LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

- FORMATION ET EFFET DU CONTRAT
- DURÉE DU CONTRAT
- MODIFICATION DU CONTRAT
- DROIT APPLICABLE AU CONTRAT

LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

L'EXÉCUTION DU CONTRAT

- DÉCLARATION DU RISQUE
- ASSURANCES CUMULATIVES
- COTISATION
- INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES
- PRESCRIPTION

LA RÉSILIATION DU CONTRAT

- MODALITÉS DE RÉSILIATION
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSURÉ
- RÉSILIATION DU CONTRAT SUITE À REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR OU PAR L'ASSURÉ
- RÉSILIATION DU CONTRAT DE PLEIN DROIT

LES OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRES

- DÉCLARATION D'UN SINISTRE
- PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRES
- EXPERTISE
- DÉLAI DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ
- AVANCE SUR INDEMNITÉ DE SINISTRE
- FRANCHISE PAR SINISTRE
- SUBROGATION

LES DISPOSITIONS DIVERSES

- COASSURANCE
- COMMUNICATION DES STATISTIQUES SINISTRES ANNUELLES
- LITIGES
- DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

- RESPONSABILITÉ CIVILE ET DÉFENSE-RECOURS
- DOMMAGES SUBIS PAR LE VÉHICULE ASSURÉ
- GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

FORMATION ET EFFET DU CONTRAT

Le contrat est conclu dès sa signature par l'assureur et par le souscripteur.

Il prend effet aux date et heure indiquées en page une, ou, le cas échéant, à la date indiquée par l'assureur lors de la notification.

Les dispositions indiquées ci-dessus s'appliquent également, le cas échéant, pour les avenants au contrat.

DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour la durée prévue page 1 des présentes dispositions avec possibilité de résiliation annuelle. En effet, le souscripteur et l'assureur ont la possibilité d'y mettre fin à l'échéance annuelle par lettre recommandée en respectant le délai de préavis indiqué page 1 des présentes dispositions. Le délai commence à courir à compter de la date figurant sur le cachet de la poste.

MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification (adjonction ou suppression) au contrat d'assurance doit être constatée par avenant signé des parties. Cet avenant, selon la modification, peut engendrer un réajustement de la cotisation, soit à la hausse, soit à la baisse. Ce réajustement sera calculé au prorata temporis en fonction de la date d'effet de la modification et de la date d'échéance du contrat.

En tout état de cause, un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

DROIT APPLICABLE AU CONTRAT

Le présent contrat est régi par le droit français, et notamment le Code des assurances, le Code de la commande publique.

LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

Les garanties du présent contrat s'exercent sur le territoire des États membres de l'Union Européenne (y compris les DOM-TOM), ainsi que dans la principauté de Monaco, la république d'Andorre, la Suisse, la Norvège et l'Islande.

L'EXÉCUTION DU CONTRAT

DÉCLARATION DU RISQUE

- **A la souscription** : L'assuré doit répondre exactement aux questions posées pour permettre à l'assureur d'apprécier le risque qu'il prend en charge.
- **En cours de contrat – aggravation du risque** : L'assuré doit déclarer à l'assureur, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours à partir du moment où il en a connaissance, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver le risque, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'assureur lors de la souscription du contrat. L'assureur peut résilier le contrat ou proposer un nouveau tarif. Si l'assuré dans un délai de 30 jours n'a pas accepté les nouvelles conditions l'assureur peut résilier le contrat.
- **En cours de contrat – diminution du risque** : L'assuré doit, par lettre recommandée, déclarer à l'assureur, dans un délai de 15 jours, à partir du moment où il en a eu connaissance, la circonstance nouvelle qui entraîne une diminution de risque. Si l'assureur, dans un délai de 30 jours n'a pas communiqué le montant de réduction de la cotisation, l'assuré peut résilier le contrat.

Sanctions :

- **Réticence ou fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré** : nullité du contrat.
- **Fausse déclaration non intentionnelle** : L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité du contrat. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur, soit maintient le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit résilie le contrat. Si elle est constatée après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des cotisations payées par rapport à celles qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

ASSURANCES CUMULATIVES

- **Déclaration** : Lorsqu'un assuré a souscrit plusieurs contrats d'assurance pour garantir le même risque, il doit immédiatement déclarer à chaque assureur, le nom des autres assureurs et les montants de garanties assurés.
- **Souscription de manière frauduleuse ou dolosive** : L'assureur peut demander la nullité du contrat et réclamer des dommages et intérêts.
- **Souscription sans fraude** : Quand elles sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties du contrat quelle que soit la date à laquelle l'assurance aura été souscrite, sachant que l'indemnité ne peut pas dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre. Dans ces limites, le bénéficiaire peut choisir l'assureur de son choix.

COTISATION

- **Cotisation** : La cotisation d'assurance est payable d'avance à l'échéance annuelle indiquée en page 1.
- **Cotisation de révision** : La cotisation de révision est calculée en fonction de la variation des éléments retenus et indiqués aux conditions particulières.
Une cotisation supplémentaire peut être demandée à l'assuré si les éléments de déclarations sont supérieurs à ceux indiqués dans les conditions particulières.
- **Modalités de règlement** : La cotisation est payable aux sièges sociaux des entreprises d'assurance, dans leurs directions, délégations et bureaux régionaux mais aussi chez leurs mandataires, agents généraux ou courtiers.
- **Indexation de la cotisation** :
La cotisation est modifiée au début de chaque période annuelle d'assurance, en tenant compte des éléments suivants :
 - l'évolution du risque constaté par avenant,
 - l'évolution entre l'indice de souscription et l'indice d'échéance,
 - le cas échéant, les résultats techniques du contrat,
 - le cas échéant, les conditions de réassurance de l'assureur.Cette disposition n'est pas applicable à la cotisation relative à la garantie des catastrophes naturelles qui est fixée par arrêté ministériel.
- **Non-paiement des cotisations** : L'assureur a le droit de résilier le contrat pour non-paiement des cotisations par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu du souscripteur. L'assureur doit respecter la procédure ci-dessous :



Le contrat non résilié, reprend pour l'avenir ses effets, à midi, le lendemain du jour où ont été payées à l'assureur ou au mandataire désigné par lui à cet effet, la prime ou fraction de prime ayant fait l'objet de la mise en demeure et celles venues à échéance pendant la période de suspension ainsi que les frais de poursuites et de recouvrement.

- **Règlements administratifs - Comptabilité publique** : Les primes du contrat devant être payées selon les règlements administratifs en vigueur, les assureurs renoncent à suspendre ou à résilier le contrat si le retard de paiement est dû à la seule exécution des formalités administratives.

INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

Les montants des garanties et des franchises évolueront à chaque échéance annuelle proportionnellement à la variation de l'indice de référence mentionné à l'acte d'engagement.

PRESCRIPTION

Conformément à l'article L.114-1 du Code des assurances, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux (2) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Par exception :

- les actions dérivant d'un contrat d'assurance relatives à des dommages résultant de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse-réhydratation des sols, reconnus comme une catastrophe naturelle dans les conditions prévues à l'article L. 125-1, sont prescrites par cinq (5) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.
- la prescription est portée à dix (10) ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Conformément à l'article L. 114-2 du code des assurances, la prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption que sont :

- la demande en justice, même en référé, même portée devant une juridiction incompétente ou annulée par l'effet d'un vice de procédure (article 2241 du Code civil). L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance (article 2242 du Code civil). En revanche, l'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée (article 2243 du Code civil).
- une mesure conservatoire prise en application du Code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (article 2244 du Code civil).
- la reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'assuré, ou la reconnaissance de dette de l'assuré envers l'assureur (article 2240 du Code civil).

Elle peut également être interrompue dans les cas ci-après :

- la désignation d'experts à la suite d'un sinistre ;
- l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur au souscripteur en ce qui concerne le paiement de la cotisation ou par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

LA RÉSILIATION DU CONTRAT

MODALITÉS DE RÉSILIATION

- **Par l'assureur** : Envoi d'une lettre recommandée à l'adresse indiquée aux conditions particulières du contrat. Le remboursement de la cotisation sera calculé au prorata temporis en fonction de la date d'effet de la résiliation et de la date d'échéance du contrat. Toutefois, en cas de non-paiement de la cotisation ou en cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement garanti, la cotisation reste acquise à l'assureur.
- **Par l'assuré** : La notification de la résiliation peut être effectuée, au choix de l'assuré :
 - 1° Soit par lettre (le cachet de la poste faisant foi) ou tout autre support durable ;
 - 2° Soit par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de l'assureur ;
 - 3° Soit par acte extrajudiciaire ;
 - 4° Soit, lorsque l'assureur propose la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par le même mode de communication ;
 - 5° Soit par tout autre moyen prévu par le contrat.Le destinataire confirme par écrit la réception de la notification.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSURÉ

- **Augmentation de tarif autre que légale ou contractuelle** : L'assuré doit adresser une lettre recommandée ou une déclaration contre récépissé au siège social ou chez un représentant de l'assureur dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'échéance. La résiliation prend effet un mois après notification à l'assureur.
- **Diminution du risque** : Si l'assureur n'accepte pas de diminuer le montant de la prime suite à une diminution du risque, l'assuré a la possibilité de résilier uniquement le contrat concerné. La résiliation est effective 30 jours après la dénonciation par lettre recommandée ou par déclaration contre récépissé au siège social ou chez son représentant.
- **Résiliation après sinistre** : Si le contrat prévoit pour l'assureur la faculté de résilier le contrat après sinistre, il doit également reconnaître à l'assuré le droit de résilier tous les autres contrats souscrits auprès du même assureur. La résiliation prend effet un mois à dater de la notification à l'assureur par lettre recommandée ou par déclaration contre récépissé au siège social ou chez son représentant.
- **Transfert de portefeuille de l'assureur** : L'assuré peut résilier son contrat dans le délai d'un mois suivant la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté de transfert de portefeuille.

RÉSILIATION DU CONTRAT SUITE À REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

- **Lors de redressement ou de liquidation judiciaire** : Le contrat d'assurance n'est pas résilié automatiquement. Toutefois, l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge commissaire ou le liquidateur ainsi que l'assureur conservent le droit de résilier le contrat pendant un délai de 3 mois à compter de la date de jugement de redressement ou de liquidation judiciaire.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR

- **Non-paiement des cotisations** : Se reporter au paragraphe « **COTISATION** » des présentes dispositions.
- **Aggravation du risque** : En cours de contrat, l'assureur peut résilier le contrat par lettre recommandée, si le risque présente une aggravation telle que si les circonstances nouvelles avaient été déclarées à la souscription il n'aurait pas accepté la conclusion du contrat. La résiliation prendra effet 10 jours après notification à l'assuré.
- **Omission ou inexactitude non intentionnelle dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat** : Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a la possibilité de résilier le contrat dix jours après notification adressée au souscripteur par lettre recommandée.
- **Après sinistre** :
 - la résiliation de l'assureur prend effet un mois après notification à l'assuré.
 - Pour les collectivités soumises aux règles de la Comptabilité Publique, la résiliation interviendra qu'après le délai de 3 mois à compter de la notification à l'assuré par lettre recommandée

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR OU PAR L'ASSURÉ

- **Modification ou cessation du risque** : Le contrat d'assurance peut être résilié par chacune des deux parties lorsqu'il a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle. La résiliation ne peut intervenir que dans les trois mois suivant la date de l'événement. Elle prend effet un mois après notification par lettre recommandée à l'autre partie.
- **Transfert de propriété d'un véhicule à moteur ou d'un bateau de plaisance** : Le contrat est suspendu de plein droit le lendemain à 0 h du jour du transfert de propriété. Il peut être alors résilié par l'assuré et l'assureur 10 jours après notification à l'autre partie.
- **Transfert de propriété d'un bien autre qu'un véhicule à moteur ou un bateau de plaisance** : En cas d'aliénation de la chose assurée, l'assurance continue de plein droit au profit de l'héritier ou de l'acquéreur, à charge pour lui d'exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu vis-à-vis de l'assureur en vertu du contrat. Toutefois, il est loisible soit à l'assureur, soit à l'héritier ou à l'acquéreur de résilier le contrat. L'assureur peut résilier dans un délai de trois mois à partir du jour où l'attributaire définitif des objets assurés a demandé le transfert de la police à son nom. La résiliation prend effet 10 jours à compter de la date d'envoi de la lettre de résiliation.
- **Echéance annuelle** : Se reporter au paragraphe « DUREE DU CONTRAT » des présentes dispositions.

RÉSILIATION DU CONTRAT DE PLEIN DROIT

- **Perte totale du bien assuré résultant d'un événement non prévu au contrat** : La résiliation prend effet à la date de la perte.
- **Réquisition de la propriété du bien assuré selon les conditions prévues par la législation en vigueur** : Le contrat est résilié à la date de dépossession du bien.
- **Retrait total de l'agrément ou liquidation judiciaire de l'assureur** : La résiliation prend effet quarante jours à compter de la publication au journal officiel du retrait d'agrément.

LES OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

DÉCLARATION D'UN SINISTRE

- **Déclaration** : L'assuré s'engage à déclarer à l'assureur, dès qu'il en a eu connaissance, tout sinistre de nature à entraîner la garantie de l'assureur et au plus tard :
 - Dans les 2 jours ouvrés en cas de vol,
 - Dans les 30 jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant la catastrophe naturelle,
 - Au plus tard dans les 5 jours ouvrés pour tout autre sinistre de nature à entraîner la garantie de l'assureur.
- **Déclaration tardive** : **La déchéance de garantie pour déclaration tardive au regard des délais ci-dessus ne peut être opposée à l'assuré que si l'assureur établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice. Elle ne peut être opposée à l'assuré dans tous les cas où le retard est dû à un cas fortuit ou de force majeure.**

PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRES

- L'assuré doit indiquer à l'assureur la date, le lieu, les circonstances du sinistre, sa nature, ses causes et conséquences connues ou présumées, le montant approximatif des dommages,
- L'assuré doit fournir à l'assureur, dans un délai de 30 jours, un état estimatif détaillé des biens endommagés, détruits, volés et sauvés, certifié sincère et signé,
- L'assuré doit transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations ou citations, actes extrajudiciaires ou pièces de procédure concernant le sinistre qui lui sont adressés, remis ou signifiés tant personnellement qu'à ses préposés,
- L'assuré doit prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter l'importance du sinistre et sauvegarder les objets assurés,
- L'assuré doit communiquer à l'assureur tous les documents nécessaires à l'expertise,
- L'assuré doit indiquer à l'assureur l'endroit où les dommages peuvent être constatés et ne procéder à aucune réparation avant le passage de l'expert.
- **Procédure en cas de vol** : Aviser immédiatement les autorités locales de police, déposer une plainte au Parquet et aviser l'assureur dans les huit jours en cas de récupération des biens.
- **Exagération des pertes** : **L'assuré sera déchu de tout droit à indemnité dans les cas suivants :**
 - Exagération volontaire du montant des dommages,
 - L'assuré prétend détruits ou disparus des biens n'existant pas,
 - Dissimulation des biens assurés,
 - Falsification des justificatifs,
 - Fausses déclarations intentionnelles sur la nature, les causes, les circonstances ou les conséquences d'un sinistre.

EXPERTISE

- **Evaluation de gré à gré** : Le montant des dommages est évalué de gré à gré. L'assuré et l'assureur s'entendent sur l'estimation des pertes et sur l'indemnisation qui en résulte. En cas d'échec, les dommages sont estimés par une expertise amiable contradictoire.
- **Expertise amiable contradictoire** : Chacune des parties choisit un expert. En cas de désaccord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix. L'assureur et l'assuré paient les frais et honoraires de leur propre expert et s'il y a lieu la moitié des honoraires du troisième expert.

DÉLAI DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ

- **Tous sinistres autres que catastrophe naturelle** : Le paiement de l'indemnité est versé dans un délai 30 jours à compter de la date d'accord entre l'assuré et l'assureur ou de la décision judiciaire devenue exécutoire.
- **Sinistre catastrophe naturelle** : Le délai d'indemnisation est de 3 mois à compter de la date de remise de l'état estimatif des biens endommagés ou des pertes subies ou de la date de la publication de l'arrêté si elle est postérieure.

AVANCE SUR INDEMNITÉ DE SINISTRE

Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à mandater un expert dans un délai maximum de 15 jours après réception de l'avis de sinistre. Les experts devront rédiger un rapport dans un délai de 60 jours fixant l'indemnité provisoire à compter de la réception de l'état définitif des pertes. L'assureur versera alors un acompte prévisionnel de 50 % de cette indemnité dans un délai de 30 jours. Tout dépassement de ces délais entraînera des intérêts de retard calculés par jour calendaire aux taux fixés par la Banque de France.

FRANCHISE PAR SINISTRE

Les dommages frappant simultanément plusieurs biens et ayant la même origine constituent un seul et même sinistre. Les franchises prévues aux Conditions particulières s'entendent alors par événement générateur quel que soit la localisation ou le nombre de biens affectés par ce même sinistre.

SUBROGATION

L'assureur est subrogé, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'assuré contre tous responsables du sinistre.

Si la subrogation ne peut plus s'opérer en faveur de l'assureur du fait de l'assuré, alors la garantie cesse d'être engagée dans la mesure où aurait pu s'engager cette subrogation.

L'assureur peut renoncer à exercer son recours contre un éventuel responsable. Mais, si le responsable est assuré, l'assureur pourra exercer son recours, contre l'assureur du responsable, dans la limite de cette assurance.

LES DISPOSITIONS DIVERSES

COASSURANCE

Si le contrat est souscrit en coassurance, en cas de retrait d'un des coassureurs, les autres coassureurs s'engagent à se répartir la quote-part proportionnellement à leur engagement.

COMMUNICATION DES STATISTIQUES SINISTRES ANNUELLES

Les statistiques sinistres annuelles seront transmises à l'assuré par l'assureur ou son intermédiaire dans le délai de 6 mois suivant chaque échéance annuelle du contrat.

Elles indiqueront obligatoirement :

- le coût total des sinistres réglés par l'assureur,
- le montant de la franchise,
- le coût des honoraires d'experts,
- le montant des recours exercés par l'assureur auprès de tiers responsables.

LITIGES

Préalablement à tout recours juridictionnel, en cas de litige non résolu entre l'assuré et l'assureur, le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges pourra être saisi, soit par le représentant légal de l'assuré, soit par l'assureur.

DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

L'unité de compte du marché est l'euro.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative à ce contrat doivent être rédigés par écrit, en caractères apparents, en français.

Il est demandé au candidat de fournir l'agrément l'autorisant à exercer en France. Ces preuves doivent être fournies en photocopies accompagnées d'une traduction garantie réelle et conforme.

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

ACCESSOIRES HORS SÉRIE

Ensemble des accessoires ajoutés et fixés au véhicule après son montage en usine (notamment : jantes, attache remorque, galerie, toit ouvrant etc.).

Exclusions :

- Les aménagements professionnels.
- Les appareils autoradio et assimilés.

ACTE DE VANDALISME

Dégradation volontaire du véhicule ou de ses éléments sans intention de vol.

AMÉNAGEMENTS PROFESSIONNELS

Aménagements fixés à votre véhicule permettant ou facilitant l'exercice de votre activité professionnelle (notamment : grues, hayons, bras hydrauliques, étagères, rangements, caisse frigorifique, peintures publicitaires).

Exclusions :

- Les accessoires hors-série.
- Les appareils autoradio et assimilés.

APPAREILS AUTORADIOS, TÉLÉPHONES, NAVIGATION GPS ET ASSIMILÉS

Ensemble des appareils destinés à diffuser un message sonore (radio, lecteur de cassette, lecteur de disque), de téléphonie, de navigation GPS et de leurs accessoires (haut-parleur, antenne, câblage) montés dans le véhicule assuré.

ASSURÉ

Toutes les personnes pouvant bénéficier des garanties du contrat.

En fonction des garanties : le souscripteur, le propriétaire du véhicule, le conducteur, les personnes transportées.

BÉNÉFICIAIRES

En cas d'accidents corporels du conducteur, le bénéficiaire de cette garantie est :

- l'assuré,
- en cas de décès, sauf indication de la part de l'assuré, le conjoint survivant non séparé de corps, ni divorcé, à défaut les enfants nés et à naître, à défaut les héritiers.

CONTENU - AMÉNAGEMENTS

Ensemble des bagages, effets et objets personnels transportés dans ou sur le véhicule assuré.

Ensemble des accessoires hors-série, aménagements, équipements ou transformations, non livrés par le constructeur lors de la première mise en circulation du véhicule.

Exclusions :

- Les espèces, bijoux, objets en métaux précieux, pierreries, valeurs, titres, fourrures, argenterie.
- Les marchandises de la profession, les matériels, appareils et outillages.
- Le contenu transporté à titre onéreux.
- Le vol sans effraction.

DOMMAGES CORPORELS

Toute atteinte à l'intégrité physique subie par une personne.

DOMMAGES IMMATERIELS

Tout préjudice pécuniaire qui est la conséquence directe de dommages corporels ou matériels assurés résultant, soit de la privation de jouissance d'un droit, soit de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, soit de la perte d'un bénéfice ou d'une exploitation.

DOMMAGES MATERIELS

Toute détérioration ou toute destruction subie par une chose ou tout dommage corporel subi par un animal domestique.

FRANCHISE

Partie des dommages restant toujours à la charge de l'assuré en cas de sinistre.

INDICE

Valeur de référence destinée à actualiser les garanties, les franchises et la cotisation du contrat.

MARCHANDISES ET MATERIELS TRANSPORTÉS

Matériels, outillages, mobiliers, instruments, engins, marchandises (approvisionnements ou emballages) transportés dans ou sur le véhicule assuré.

MISSION

Déplacement à caractère professionnel effectué pour le compte de l'employeur et sous son autorité.

SINISTRE

Réalisation du risque prévu et garanti par le contrat.

SOUSCRIPTEUR

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice désigné aux Conditions Particulières.

TENTATIVE DE VOL

La tentative de vol est un commencement d'exécution d'un vol du véhicule assuré interrompue pour une cause indépendante de son auteur, déclarée aux autorités de police ou de gendarmerie et se matérialisant par exemple par un forçement de la serrure, de la direction, du contact électrique, des batteries...

TIERS

Toutes personnes autres que l'assuré.

USAGE

Les véhicules sont utilisés conformément à l'usage défini aux Conditions Particulières.

VALEUR D'ACHAT

Somme réellement payée par l'assuré pour l'acquisition du véhicule assuré et figurant sur la facture d'achat ou de tout autre justificatif, après déduction d'une éventuelle remise.

VALEUR À NEUF

Dernier prix de vente du véhicule assuré figurant au catalogue du constructeur, majoré des frais d'immatriculation.

VALEUR VÉNALE

Valeur de remplacement du véhicule au jour du sinistre, estimée par un expert.

VÉHICULE ASSURÉ

- Tout véhicule terrestre à moteur désigné aux conditions particulières,
- Toute remorque ou semi-remorque dont le poids total en charge dépasse 750 kg construite en vue d'être attelée à un véhicule terrestre à moteur et destinée au transport de personnes ou de choses désignée aux conditions particulières,
- Tout appareil terrestre attelé à un véhicule terrestre à moteur ou tracté ou porté (tels que broyeurs, godets, étraves, élagueuses, herbes, lame neige, distributeur engrais, etc....) qui bénéficie des mêmes conditions de garanties que le véhicule tracteur,
- Toute remorque d'un poids total en charge inférieur à 750 kg attelée aux véhicules assurés est assurée sans déclaration à l'assureur. Les garanties acquises sont la responsabilité civile et la protection juridique. « Défense-Recours Suite à Accident ».

Précision : la carte grise est obligatoire pour les remorques à partir de 500kg.

VÉTUSTÉ

Dépréciation de tout ou partie du véhicule par l'effet de son âge, de son utilisation. La vétusté est fixée à dire d'expert.

LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

En complément des exclusions prévues dans les définitions, ne sont jamais garantis :

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE CIVILE OU ÉTRANGÈRE

Les dommages et pertes occasionnés par la guerre civile ne sont pas garantis au titre du contrat. Il appartient à l'assureur qui refuse sa garantie d'apporter la preuve que ces événements sont à l'origine du sinistre.

Les dommages et pertes occasionnés par la guerre étrangère ne sont pas couverts par le contrat. L'assuré doit prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère.

LE FAIT INTENTIONNEL DE L'ASSURÉ

Sont exclus les pertes et dommages intentionnellement causés ou provoqués par l'assuré ou avec sa complicité, ainsi que par les mandataires sociaux de l'assuré lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

- En assurance de chose, le caractère de la faute intentionnelle s'apprécie à l'égard de l'assureur qui doit en apporter la preuve.
- En assurance de responsabilité, la notion de faute intentionnelle s'apprécie à l'égard des tiers.

LES AMENDES, ASTREINTES ET PÉNALITÉS DE RETARD

Sont exclus les amendes, astreintes et pénalités de retard qui ne relèvent pas du droit des assurances.

LES SOURCES DE RAYONNEMENTS IONISANTS

Sont exclus les dommages ou l'aggravation des dommages causés par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage ou dont il peut être tenu pour responsable du fait de sa conception, de sa fabrication ou de son conditionnement.

LES DOMMAGES D'ORIGINE NUCLÉAIRE OU ATOMIQUE

Sont exclus les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :

- Des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- Tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger ou frappant directement une installation nucléaire.

LE VICE PROPRE DE LA CHOSE

Sont exclus les dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés aux objets assurés et provenant d'un vice propre, d'un défaut de fabrication, de leur fermentation ou oxydation lente.

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

RESPONSABILITÉ CIVILE ET DÉFENSE-RECOURS

RESPONSABILITÉ CIVILE

Cette garantie a pour objet de satisfaire à l'obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur, édictée par l'article L211-1 du Code des Assurances.

La garantie du contrat est accordée à l'occasion de la réparation des dommages causés à autrui par la faute d'une personne assurée et alors que le véhicule assuré ou sa remorque sont impliqués, de quelque manière que ce soit, dans la réalisation de ces dommages.

La garantie du contrat est accordée par ailleurs pour :

- *L'aide bénévole* : l'assureur garantit la responsabilité civile de toute personne ayant la garde ou la conduite du véhicule en raison des dommages corporels et matériels qu'elle peut occasionner lors d'un accident de la circulation aux tiers qui lui portent bénévolement assistance et aux victimes à qui elle apporte bénévolement son aide,
- *La faute inexcusable* : l'assureur garantit le paiement des cotisations et des indemnités complémentaires prévues aux articles L 452-1 à L 452-4 du Code de la Sécurité sociale en cas de dommages corporels causés par un véhicule assuré à un préposé par la faute inexcusable du souscripteur ou d'une personne qu'il s'est substituée dans la direction de l'entreprise.
- *Le vice caché ou défaut d'entretien du véhicule assuré* : la responsabilité civile personnelle du propriétaire du véhicule assuré du fait des dommages causés au conducteur autorisé lorsqu'ils sont imputables à un vice ou à un défaut d'entretien du véhicule assuré.
- *Vice caché du véhicule vendu* : pendant 3 mois à compter de la vente du véhicule assuré, la responsabilité pouvant incomber au propriétaire en qualité de vendeur occasionnel, par suite de vice caché du véhicule vendu, pour les dommages corporels ou matériels causés à autrui.
- *Véhicule garé* : la responsabilité civile de l'assuré pour les dommages d'incendie ou d'explosion causés à un immeuble dans lequel le véhicule assuré est garé.
- *Non validité du permis de conduire ou conduite sans permis* : Les garanties du contrat restent acquises à l'assuré en cas d'utilisation des véhicules, à son insu, par un conducteur non titulaire du permis de conduire ou sous le coup d'une suspension.
- *Vol du véhicule* : les dommages causés en cas de vol, de violence ou d'utilisation du véhicule à l'insu de l'assuré.

Exclusions :

- **Les dommages subis par le conducteur du véhicule.**
- **Les dommages subis par le véhicule.**
- **Les dommages atteignant les immeubles, choses ou animaux loués ou confiés au conducteur à n'importe quel titre.** Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas aux conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'assuré peut encourir du fait des dégâts d'incendie ou d'explosion causés à l'immeuble dans lequel le véhicule assuré est garé.
- **Les dommages causés aux marchandises et objets transportés.** Toutefois la détérioration des vêtements des personnes transportées est garantie lorsqu'elle est accessoire du dommage corporel.
- **Les dommages subis par les personnes qui ne sont pas transportées dans des conditions suffisantes de sécurité.**
- **Les dommages causés par un passager aux autres personnes transportées lorsque le véhicule assuré n'est pas impliqué dans la réalisation de ces dommages.**
- **Les dommages causés par les professionnels de la réparation, de la vente et du contrôle de l'automobile ainsi que par leurs préposés lorsque le véhicule assuré leur est confié en raison de leurs fonctions.**
- **En cas de vol, le contrat ne garantit pas la réparation des dommages subis par les auteurs, coauteurs ou complices du vol.**

- **Les dommages subis par les salariés pendant leur service, à l'occasion d'un accident de travail.**
Toutefois, n'est pas comprise dans cette exclusion la couverture de la réparation complémentaire, prévue à l'article L. 455-1-1 du Code de la Sécurité Sociale, pour les dommages consécutifs à un accident défini à l'article L. 411-1 du même code, subis par une personne salariée ou travaillant pour un employeur et qui est victime d'un accident dans lequel est impliqué un véhicule terrestre à moteur conduit par cet employeur, un de ses préposés ou une personne appartenant à la même entreprise que la victime, et survenu sur une voie ouverte à la circulation publique.

DÉFENSE-RECOURS

Cette garantie est accordée automatiquement à toutes personnes bénéficiant de la qualité d'assuré au titre de la garantie responsabilité civile.

L'assureur prend en charge les frais de procédure (frais de justice, honoraires d'avocat, frais d'enquête, frais d'expertise...) ou les services de recours amiables en vue de :

- Défendre l'assuré : l'assureur organise et prend en charge la défense de l'assuré devant les tribunaux répressifs lors des poursuites consécutives aux contraventions ou délits à l'origine de l'accident provoqué par le véhicule assuré ou qui ont été commis à cette occasion,
- Exercer un recours : l'assureur réclame et prend en charge, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation des dommages corporels subis par l'assuré ainsi que les dommages matériels causés au véhicule assuré à l'occasion d'un accident causé au dit véhicule par un tiers responsable n'ayant pas la qualité d'assuré.

En application de l'article L 127-3 du Code des Assurances, lorsque l'intervention d'un avocat ou de toute personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, pour défendre, représenter ou servir les intérêts de l'Assuré est nécessaire, l'Assuré a la liberté de le choisir.

Le libre choix de l'avocat s'exerce également chaque fois qu'un conflit d'intérêt oppose l'Assuré à l'Assureur, c'est-à-dire l'impossibilité pour l'Assureur de gérer, de façon indépendante, un litige qui s'élève, par exemple, entre deux de ses assurés.

Lorsque l'Assuré choisira lui-même son défenseur, l'Assureur prendra en charge ses frais et honoraires dans la limite des montants indiqués par l'Assureur.

Exclusions :

- **Les amendes et les sommes que l'assuré devra verser ou rembourser à la partie adverse.**
- **Les crimes et délits de fuite.**

DOMMAGES SUBIS PAR LE VÉHICULE ASSURÉ

BRIS DE GLACES

Est garanti le bris accidentel du pare-brise, de la lunette arrière, des glaces latérales, des blocs optiques (feux de route, de croisement, clignotants, antibrouillard) de phares, des glaces du toit ouvrant du véhicule assuré, des rétroviseurs extérieurs à concurrence de leur valeur de remplacement à l'identique y compris le joint et les frais de dépose et de pose.

Exclusions :

- Les dommages causés aux glaces du véhicule assuré à l'occasion d'un vol ou d'une tentative de vol.
- Tout autre élément en glace existant dans ou sur le véhicule.
- Les dommages indirects.

INCENDIE – EXPLOSION – DOMMAGES ÉLECTRIQUES

Sont garantis les dommages subis par le véhicule assuré lorsqu'ils résultent :

- De toute combustion avec flammes,
- De toutes explosions,
- De dommages électriques.

Le contrat prend en charge les frais de recharge de l'extincteur utilisé pour lutter contre l'incendie du véhicule.

ACTE DE TERRORISME OU DE SABOTAGE

Sont garantis les dommages matériels directs causés au véhicule assuré par suite d'attentats, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme ou de sabotage.

ÉVÈNEMENTS CLIMATIQUES

Sont garantis les dommages matériels subis par le véhicule assuré lorsqu'ils résultent des effets du vent dus aux tempêtes, ouragans ou cyclones, grêle, chute de la foudre, inondation, avalanche, chute de pierres, éboulement ou glissement de terrain lorsqu'ils ne sont pas couverts au titre de la garantie des catastrophes naturelles.

Exclusions :

- Les dommages causés par la seule action de la chaleur.
- Les accidents de fumeur.
- Les dommages causés au véhicule à l'occasion d'un vol ou d'une tentative de vol.
- Les dommages résultant d'un acte de vandalisme.
- Le transport d'explosifs ou de matières dangereuses.
- Les dommages indirects.

VOL – TENTATIVE DE VOL

Soustraction frauduleuse du véhicule ou tentative :

- commise par effraction du véhicule ou du garage dans lequel il est stationné,
- par abus de confiance (détournement),
- consécutive à un acte de violence à l'encontre du gardien du véhicule,

Le contrat garantit :

- Le vol du véhicule ou de ses éléments isolés, y compris les roues,
- La tentative de vol, le détournement par abus de confiance,
- Les détériorations d'éléments commises à la suite d'un vol, d'une tentative de vol ou d'un détournement,
- La dépossession du véhicule assuré en cours d'essai en vue de vendre le véhicule à la condition expresse que la carte grise n'ait pas été remise au prétendu acquéreur,
- Les frais de récupération du véhicule.

Exclusions :

- **Les actes de vandalisme sauf s'ils sont concomitants au vol.**
- **Les vols commis pendant leur service par les préposés du souscripteur, du propriétaire, du conducteur, de toute personne ayant la garde du véhicule.**
- **Les vols commis par le conjoint, les ascendants, les descendants, les autres membres de la famille du souscripteur, du propriétaire, du conducteur, de toute personne ayant la garde du véhicule ainsi que les vols commis avec leur complicité.**
- **Les dommages indirects.**

DOMMAGE TOUS ACCIDENTS

La garantie a pour objet la réparation des dommages directs résultant d'un événement dommageable aléatoire énuméré ci-dessous :

- La collision du véhicule assuré avec un ou plusieurs véhicules,
- Le choc entre le véhicule assuré avec un corps fixe ou mobile,
- Le versement avec ou sans collision ou le renversement,
- L'immersion,
- Les actes de vandalisme, autres que ceux susceptibles d'être pris en charge au titre du vol,
- La perte totale du véhicule en cas de transport par terre, par eau ou par air entre les pays ou s'exerce la garantie.

Exclusions :

- **Le bris des glaces non concomitant à d'autres dommages subis par le véhicule.**
- **Les dommages causés au véhicule à l'occasion d'un vol ou d'une tentative de vol.**
- **Les dommages causés au véhicule lorsqu'au moment de l'accident, le conducteur, en état d'ébriété ou sous l'emprise de stupéfiants, se trouve être en situation d'infraction à la loi.**
- **Les dommages aux pneumatiques lorsqu'il n'y a pas de dommages concomitants au véhicule lui-même.**
- **Les graffitis par feutre ou peinture sur le véhicule.**
- **Les dommages causés au véhicule lorsque le conducteur n'a pas l'âge requis ou n'est pas ou plus titulaire de permis de conduire en état de validité.**
- **Les dommages correspondant à un événement déclaré en catastrophes naturelles.**
- **Les dommages indirects.**

CATASTROPHES NATURELLES

Par application de la Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 (JO du 14 juillet 1982) codifiée par l'article 1 du décret n° 85-863 du 2 août 1985 (JO du 15 août 1985) et des articles L 125-1 et suivants du Code des Assurances, la présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré la réparation des dommages matériels directs non assurables subis par les biens assurés résultant des effets des catastrophes naturelles.

Il s'agit de garantir les biens assurés contre les effets de l'intensité anormale d'un agent naturel.

Mise en jeu de la garantie : la garantie est mise en jeu après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel qui détermine les zones et les périodes où s'est située la catastrophe ainsi que la nature des dommages résultant de celle-ci.

Étendue de la garantie : la garantie couvre le coût des dommages matériels directs subis par les biens garantis, à concurrence des limites et conditions prévues par le contrat.

Franchise : le montant de la franchise est fixé par arrêté interministériel. La franchise s'entend par événement.

GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

PROTECTION DU CONDUCTEUR

La garantie du contrat est accordée pour l'indemnisation des dommages corporels du conducteur. L'assureur garantit l'indemnisation du conducteur en évaluant le préjudice selon les règles du droit commun français, sous déduction des prestations indemnitaires versées par les tiers payeurs (organismes sociaux, de prévoyance, l'employeur ou tous autres tiers payeurs visés à l'article 29 de la loi du 5 juillet 1985).

L'assurance protection du conducteur garantit, dans la limite du montant indiqué aux conditions particulières :

- En cas de blessures :
 - Indemnisation des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, de rééducation, d'appareillage et de prothèse,
 - Indemnisation du préjudice dû à l'incapacité temporaire de travail à compter du 1^{er} jour d'interruption,
 - Indemnisation de l'incapacité permanente totale ou partielle,
 - Les frais d'assistance d'une tierce personne,
 - Indemnisation du préjudice physique, pretium doloris, préjudice esthétique, préjudice d'agrément.
- En cas de décès du conducteur assuré, survenant immédiatement ou dans un délai d'un an des suites de l'accident garanti :
 - Indemnisation du préjudice économique subi par les ayants droits,
 - Indemnisation du préjudice moral des ayants droits.
- Remboursement des frais d'obsèques.

Exclusions :

- **Les dommages subis par le conducteur qui s'est emparé frauduleusement du véhicule ou survenus à l'occasion d'un délit de fuite ou d'un refus d'obtempérer, à l'exception d'un enfant mineur en cas de conduite à l'insu.**
- **Les dommages subis par le conducteur lorsque, au moment de l'accident, il était sous l'empire d'un état alcoolique ou sous l'emprise de stupéfiants non prescrits médicalement sauf si la preuve est rapportée que l'accident est sans relation avec cet état.**
- **Les dommages subis par le conducteur alors que son permis de conduire n'était pas en état de validité.**

RESPONSABILITÉ CIVILE FONCTIONNEMENT COMME OUTIL

Dans la limite des montants fixés aux Conditions Particulières, l'assureur garantit la prise en charge des conséquences pécuniaires consécutives aux dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs subis par un tiers et résultant de l'utilisation comme outil d'un véhicule assuré, équipé de matériels pour effectuer des travaux de nature industrielle, commerciale, agricole ou forestière.

Exclusions :

- Les dommages subis par les travaux, ouvrages ou parties d'ouvrage exécutés par l'assuré.
- Les dommages résultants d'activités de construction de bâtiment ou de génie civil relevant des articles 1792 et suivant du Code civil.
- Les dommages matériels et immatériels consécutifs subis par les biens confiés à l'assuré en sa qualité de locataire, dépositaire ou détenteur à quelque titre que ce soit.
- Les dommages causés par le véhicule ou l'engin assuré lorsqu'il est mis à disposition ou confié à un tiers.
- Les dommages causés par le véhicule ou l'engin assuré lorsqu'il est confié à un professionnel de la réparation, de la vente, du contrôle et du dépannage automobile et de leurs préposés dans l'exercice de leur profession.
- Les dommages causés aux objets levés et ou déplacés par les grues, engins de levage ou de manutention, ainsi que les dommages immatériels consécutifs.

ASSISTANCE

Assistance aux personnes transportées dans un véhicule assuré

En cas de panne, d'accident de la circulation, de vol ou tout autre acte de vandalisme, de maladie, blessure, décès d'un assuré ou de l'un de ses proches (conjoint, ascendant ou descendant), l'Assureur prendra en charge :

- Les frais de retour de l'Assuré (ou des assurés),
- Les frais médicaux,
- Le rapatriement sanitaire, le déplacement des membres de la famille,
- Les frais de rapatriement du corps en cas de décès,

Assistance au véhicule assuré

En cas de panne, d'accident de la circulation, de vol ou tout autre acte de vandalisme, l'Assureur prendra en charge :

- Les frais de dépannage, de remorquage, et de gardiennage du véhicule en panne ou accidenté,
- L'envoi de pièces de rechange,
- Les frais d'hébergement,
- Les frais de retour ou de conduite à destination,
- Les frais de mise à disposition d'un véhicule de remplacement
- Les frais de voyage nécessaire pour reprendre le véhicule,

DOMMAGES AUX MARCHANDISES ET AUX MATÉRIELS TRANSPORTÉS

Sont garantis au titre du contrat toutes marchandises et tous matériels se rapportant à l'activité de l'assuré et qui lui appartiennent ou lui sont confiés à quelque titre que ce soit et qui sont transportés dans les véhicules assurés au contrat contre les risques suivants :

- Destruction, déraillement, renversement, chute, rupture d'essieu, de roue d'attelage ou de châssis, du véhicule de transport,
- Heurt ou collision du véhicule ou de son chargement avec un autre véhicule ou un corps fixe ou mobile,
- Incendie ou explosion,
- Vol par attaque à main armée du véhicule, vol des marchandises suite à un accident de route ou d'incendie, vol du chargement avec le véhicule,
- Ecoulement de bâtiments, ponts, tunnels ou autres ouvrages d'art, affaissement soudain et fortuit de la chaussée,
- Chute d'arbres, rupture de digues, de barrages ou de canalisations,
- Événements climatiques.

Exclusions :

- **Les détériorations subies par les marchandises ou les matériels alors qu'ils se trouvent chargés dans un véhicule remisé dans un garage, magasin, entrepôt, appartenant à l'assuré ou mis à sa disposition.**
- **Les espèces monnayées, titres ou valeurs de toute nature.**
- **Les marchandises classées dangereuses par la réglementation en vigueur.**
- **Les dommages résultant de la surcharge du véhicule dans la mesure où celle-ci excède de plus de 10% la charge utile prévue par le constructeur ainsi que du dépassement de gabarit.**
- **Les dommages imputables à la nature même de la marchandise ou du matériel transporté.**

MATÉRIELS NON AUTOMOTEURS PORTÉS OU TRACTÉS

Dans la limite des montants fixés aux Conditions Particulières, sont garantis les dommages matériels subis par les matériels non automoteurs portés ou tractés par un véhicule assuré et qui sont la conséquence directe d'un événement garanti.

Exclusions :

- **Les matériels soumis à l'obligation d'assurance.**
- **Les matériels désignés et garantis par un autre contrat d'assurance.**

BRIS DE MACHINES SUR MATÉRIELS ET/OU ENGIN MOBILES

Sont pris en charge par l'assureur, les dommages matériels résultant de toute destruction ou détérioration accidentelle subis par les biens matériels et/ou engins, désignés ou non désignés, en état normal d'entretien et de fonctionnement.

- matériel et/ou engin dont l'assuré est propriétaire,
- matériel et/ou engin appartenant à des tiers et mis à la disposition de l'assuré,
- matériel et/ou engin prêté à des tiers par l'assuré,
- matériel et/ou engin loué par l'assuré.

Le matériel est ainsi garanti lorsqu'il est :

- en activité,
- en stationnement,
- pendant les opérations de démontage, déplacement dans les locaux, remontage, chargement et déchargement, nécessités par des travaux d'entretien ou de réparation,
- en circulation et/ou pendant son transport

Sont notamment garantis les bris ou destructions pouvant résulter :

- de cause d'origine interne ou d'exploitation (défaut de conception ou de construction, vice de matière, grippage, dérèglement, vibration, échauffement mécanique, usure accidentelle, rupture de pièces par force centrifuge ou survitesses, défaillance des appareils de régulation, défaillance des appareils de régulation),
- de cause d'origine externe (chute, introduction de corps étranger, contact avec des fumées, liquides ou gaz, vol, acte de vandalisme, maladresse, négligence ou malveillance des salariés ou des tiers),
- de dommages d'origine électrique (échauffement, court-circuit, surtension ou chute de tension, surintensité, formation d'arc, défaillance d'isolement),
- d'événements naturels (tempête, pluie torrentielle, gel, dislocation et débâcle des glaces),
- de la foudre, d'incendie et d'explosion (quelle qu'en soit l'origine, y compris explosion des moteurs thermiques),
- de collision (avec un corps fixe ou mobile), renversement, déraillement, effondrement ou affaissement de terrain, de pont ou voie de circulation, accident de circulation,
- attentats, actes de terrorisme, émeutes, mouvements populaires,
- catastrophes naturelles.

Extensions de garanties :

- les frais de retraitement et de sauvetage, remorquage, consécutifs à un événement garanti : à concurrence de 2% de la valeur à neuf ou déclarée du matériel.
- les frais supplémentaires d'exploitation (sont garantis les frais supplémentaires réellement exposés à la suite d'un sinistre garanti, pour permettre à l'Assuré de poursuivre son activité en cas d'interruption de fonctionnement de sa machine ou engin, pendant la période normalement nécessaire à sa réparation ou à son remplacement) : à concurrence de 5 000 euros par sinistre – franchise : 3 jours ouvrés – période d'indemnisation : 3 mois.
- vol, vandalisme : à concurrence des dommages.

Exclusions :

- **Les dommages résultant de vices ou défauts connus par l'assuré à la souscription ou en cours de contrat.**
- **Les dommages dus à des essais ou expérimentation autres que les vérifications habituelles de bon fonctionnement.**
- **Les dommages résultant de l'exploitation de la machine ou de l'usage d'équipement non conforme aux normes et/ou spécifications du fabricant.**
- **Les dommages consécutifs à l'usure, la corrosion ou un dépôt résultant de l'exploitation prolongée de la machine ou de l'engin (toutefois, dans l'hypothèse où tels dommages entraînent de façon soudaine et fortuite la destruction de parties ou d'éléments voisins en bon état, la garantie et la prise en charge des dommages reste acquise à ces parties ou éléments).**
- **Les dommages causés aux pièces, éléments ou outils, aux matières consommables, qui nécessitent de par leur fonctionnement un remplacement périodique (ces dommages restent toutefois garantis s'ils sont occasionnés par un événement garanti ayant endommagé d'autres parties du bien assuré).**
- **Les dommages occasionnés aux vitres et glaces de toute nature (sauf s'ils résultent de dommages garantis ayant atteint d'autres parties du bien assuré).**
- **Les dommages survenus après un sinistre et avant l'exécution définitive des réparations (dans les cas où le bien assuré continue à fonctionner).**

Estimation des dommages :

- En cas de sinistre partiel :
Le montant de l'indemnité due au titre des dommages partiels subis par le matériel assuré, est estimé au coût des frais de réparation nécessaire à sa remise en état, comprenant le coût des pièces de remplacement et fournitures, les frais de transport, les frais de main-d'œuvre, et, s'il y a lieu, les droits de douane et les taxes non récupérables, diminué du montant de la vétusté à dire d'expert, de la franchise.
- En cas de sinistre total :
En cas de destruction totale du matériel assuré, l'indemnité due par l'Assureur est égale à la valeur de remplacement à neuf